

ÉDITO

Une agriculture plus résiliente grâce au carbone et aux énergies renouvelables



L'agriculture est une des solutions pour faire face aux grands changements de notre siècle, à commencer par le dérèglement climatique.

De nombreux leviers d'atténuation existent et sont déjà mis en œuvre dans les fermes, par un meilleur travail du sol, par une gestion optimisée des cultures et des cheptels, ou encore par une consommation maîtrisée de l'énergie.

Pour maintenir ces efforts, les agriculteurs ont besoin d'une juste reconnaissance. Elle passe par la rémunération des pratiques : c'est ce que JA et la FNSEA ont obtenu avec la création d'un Label bas-carbone, et son extension au niveau européen. La création de France Carbon Agri démontre l'intérêt et l'engagement de la profession. C'est aussi ce que permet le développement des ENR qui apportent un complément de revenu et des cobénéfices à l'exploitation même si la vocation nourricière de l'agriculture doit demeurer prioritaire. Nos syndicats ont pesé plus que tout autre pour que l'intérêt des agriculteurs soit préservé malgré les pressions.

En outre, concernant la biodiversité, JA et la FNSEA ont obtenu des outils de contractualisation comme les paiements pour services environnementaux pour rémunérer les agriculteurs acteurs de démarches positives de préservation de la biodiversité. Ils ont créé des structures type Epiterre, Symbiose, Ali'Hommes ou SOLENAT pour aller chercher des financements chez des entreprises privées, des collectivités territoriales, les agences de l'eau.

Pol Devillers, vice-président de Jeunes Agriculteurs et Olivier Dager, administrateur de la FNSEA



33 €/TCO₂
EN MOYENNE REÇUS PAR
LES AGRICULTEURS GRÂCE
AU LABEL BAS CARBONE



AGENDA

23 octobre HAUTES-PYRÉNÉES

Loïc Scalabrino, secrétaire général adjoint JA et Romain Blanchard, secrétaire général adjoint de la FNSEA

24 octobre CREUSE

Hervé Lapie, secrétaire général de la FNSEA

24 octobre HAUTE-VIENNE

Hervé Lapie, secrétaire général de la FNSEA

24 octobre ARIÈGE

Loïc Scalabrino, secrétaire général adjoint JA et Romain Blanchard, secrétaire général adjoint de la FNSEA

24 octobre GARD

Franck Laborde, membre du Bureau de la FNSEA et président de l'AGPM

24 octobre LOZÈRE

Christophe Chambon, secrétaire général adjoint de la FNSEA

31 octobre ARIÈGE

Eric Thirouin, trésorier de la FNSEA et président de l'AGPB

GRAND FORMAT

Produire de l'alimentation, des énergies, stocker du carbone... JA et la FNSEA accompagnent les agriculteurs pour relever les défis de demain



Le monde agricole se mobilise pour répondre aux crises qui se multiplient. Il a besoin pour cela de nouvelles voies de valorisation permises par la transition bas-carbone. Outre sa mission fondamentale qui est de nourrir les populations, l'agriculture se positionne depuis des années comme solution au changement climatique par :

- La captation et le stockage de carbone
- Le développement des énergies renouvelables pour réduire le recours aux énergies fossiles,

- L'entretien des paysages et des haies contribuant ainsi à la préservation et régénération de la biodiversité

Ces engagements doivent être valorisés pour inciter les changements. JA et la FNSEA se battent pour que l'agriculteur soit au cœur des transitions, et pour que ces mécanismes soient facilement déployables dans les fermes.

INTERVIEW CROISÉE

Jimmy Guérin, Trésorier de Jeunes Agriculteurs et Samuel Vandaele, président de France Carbone Agri



Comment JA et la FNSEA souhaitent concilier agrivoltaïsme et agriculture ?

J.G. : Nous avons joué un rôle majeur dans l'adoption d'un cadre juridique qui régit l'agrivoltaïsme dans lequel l'activité agricole demeure la principale activité sur la parcelle et l'activité énergétique vient en complémentarité. La surface maximale couverte par des panneaux photovoltaïques ne peut excéder 40 % du terrain agricole et la perte de rendement est limitée à 10%.

Quelle vision JA et la FNSEA partagent en matière de valorisation du carbone ?

S.V. : La certification via le Label bas carbone permet de créer un revenu additionnel qui n'est pas décompté du prix des matières agricoles. Le marché doit encore

évoluer et s'eupéaniser pour que l'agriculteur français puisse vendre son carbone à n'importe quelle entreprise du continent.

J.G. : L'exploitant peut valoriser ses réductions d'émission de GES sous forme de crédit carbone et les vendre à des entités, publiques ou privées, souhaitant compenser leur impact carbone. Cette valorisation peut se faire par le biais de France Carbon Agri (FCAA) cofondée par JA et la FNSEA.

Comment JA et la FNSEA envisagent le développement des PSE ?

S.V. : Il y a une nécessité de démocratiser les PSE en les faisant financer et contractualiser par les collectivités et le privé.



3 000 agriculteurs engagés dans des démarches bas-carbone avec France Carbone Agri, représentant **350 000 ha**

Objectif de développement du photovoltaïque : **60 GW en 2030** soit **x3** par rapport à aujourd'hui dont environ la moitié en agrivoltaïsme, soit **50 000 ha en France**

Financement par les agences de l'eau de prestations pour services environnementaux entre **75 et 125 € par ha** à **3 041 agriculteurs**



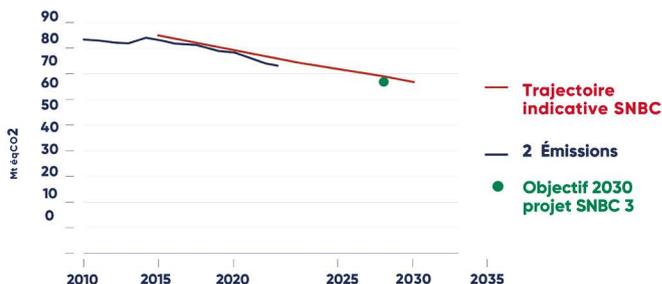
100 % des départements couverts par des structures initiées par JA et la FNSEA proposant aux agriculteurs des contrats pour prestation de services environnementaux

Selon l'Ademe : le **potentiel méthanisable** en France repose essentiellement sur une ressource **d'origine agricole = 90 % de l'énergie potentielle)**



CHIFFRES CLÉS

Émissions du secteur de l'agriculture en France depuis 2010, trajectoire SNBC 2 et objectif du projet de SNBC 3



Source : Haut conseil pour le climat, rapport annuel 2024 - Citepa

ACQUIS SYNDICAUX

- ✓ L'adoption d'un mécanisme européen de certification largement inspiré du Label bas-carbone non complexifié.
- ✓ L'adoption d'une loi, d'un décret et d'un arrêté pour encadrer le développement d'un agrivoltaïsme vertueux afin d'empêcher les projets «alibis».
- ✓ L'introduction de la notion de contractualisation, notamment des PSE, pour la préservation de la biodiversité.



TOUS EN ACTION

À VOS CÔTÉS AU QUOTIDIEN

VISITE DE TERRAIN ET RENCONTRE AVEC LES FILIÈRES

Cette semaine, Christophe Chambon, secrétaire général adjoint de la FNSEA, s'est rendu en Vendée et en Loire Atlantique suite au passage de la tempête Kirk. Un moyen de constater l'étendue des dégâts causés par les aléas, mais surtout d'échanger avec les adhérents JA et la FNSEA présents sur place et d'apporter du soutien. Ce déplacement a été aussi l'occasion de participer à l'assemblée générale de la CFA en présence de Christophe Haas, vice-président de Jeunes Agriculteurs.

MOBILISATION SIMPLIFICATION

Nombreux sont les départements qui continuent de se mobiliser pour obtenir des réponses face aux attentes du monde agricole. Parmi eux, JA et la FDSEA de la Marne se sont mobilisés vendredi devant la préfecture du département avec pour mot d'ordre : la simplification. Si plusieurs acquis ont été obtenus depuis janvier, la charge administrative qui pèse sur les exploitations est encore bien trop lourde et JA et la FNSEA demandent plus de pragmatisme pour exercer nos métiers et rien d'autre !

LES COLLABORATEURS SE FORMENT AUX RÉSEAUX SOCIAUX

Les collaborateurs JA-FNSEA de Nouvelle Aquitaine ont suivi une formation de deux jours sur l'usage des réseaux sociaux. Aux commandes, Hadrien Lavielle, responsable des réseaux sociaux de la FNSEA, a abordé les principes clés de la création de contenu, d'analyse des performances et les bonnes pratiques à avoir en matière d'interactions. Plusieurs outils ont également été présentés et testés pour aider à la rédaction, à la mise en forme ou à rendre les publications plus visibles. Deux jours d'échanges très complets qui ont permis d'armer au mieux les collaborateurs pour ces élections chambres !



Production énergétique : quand CR et Conf' font tout pour desservir la profession !

La Coordination rurale s'oppose à la régulation de l'agrivoltaïsme et au juste partage de la valeur qu'elle considère comme du « racket ». Elle veut ainsi priver territoires et fermes d'un levier de revitalisation supplémentaire... au service de la santé économique des exploitations et donc de notre souveraineté alimentaire... Un comble !

Quant à la Confédération paysanne, elle, souhaite tout bonnement interdire les projets énergétiques pour nos agriculteurs...

Entre ces deux extrêmes, on réclame du bon sens ! En janvier, on vote le bon sens, on vote JA et la FNSEA !



+ DE COMBATS

LA PAROLE AUX FILIÈRES

La Fédération Nationale Lait au coeur de la défense de l'élevage

L'élevage laitier est une solution en matière de stockage de carbone, mais aussi pour la préservation de la biodiversité : la FNPL œuvre à le valoriser à tous les niveaux. La révision de la réglementation UE « Carbon Farming » doit intégrer notre modèle avant-gardiste, qui prend en compte les baisses d'émissions des élevages bovins. Ces démarches doivent créer de la valeur dans les fermes et ne sauraient en aucun cas devenir des conditions d'accès au marché. Autre sujet d'importance pour la FNPL : le cadre législatif permettant le développement des projets agrivoltaïques, gardant la primauté à la production alimentaire, doit être appliqué et compléter d'une juste répartition de la valeur.

La Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux en action !

La FOP agit au quotidien pour valoriser les cultures oléoprotéagineuses et les pratiques mises en œuvre pour lutter contre le changement climatique. Depuis 2019, la filière oléopro a lancé OleoZE, une démarche bas-carbone pour les oléagineux français qui assure la traçabilité des pratiques agricoles et leur rémunération en bonus GES. Cette initiative transforme l'écologie punitive en écologie positive et permet de conforter concrètement le revenu des agriculteurs. C'est environ 20 M€ qui ont été reversés, avec des primes moyennes de 29 €/T, atteignant parfois 80 €/T, et une rémunération jusqu'à 5 fois supérieure à celle des crédits carbone. C'est ça le syndicalisme économique en action !



L'IDÉE DE BON SENS !

RÉUSSIR VOS RELATIONS PRESSE : LES BONNES PRATIQUES À ADOPTER

Maîtriser les relations presse est essentiel pour toute organisation souhaitant se faire entendre. Cela repose autant sur la compréhension des préoccupations des journalistes que sur la capacité à gérer efficacement les interactions avec eux. Voici quelques étapes clés pour réussir une interview.

1. Évaluer la pertinence de l'invitation

Ne répondez pas à une invitation simplement parce qu'elle vous est proposée. Il est crucial de vous demander si cette opportunité est stratégique pour atteindre vos objectifs.

2. Préparer minutieusement l'intervention

Une fois l'invitation acceptée, collectez les informations nécessaires et renseignez-vous sur le journaliste et son média. Comprendre leur ligne éditoriale, leur tendance politique et leur traitement des sujets similaires est primordial.

3. Scénariser et maîtriser son discours

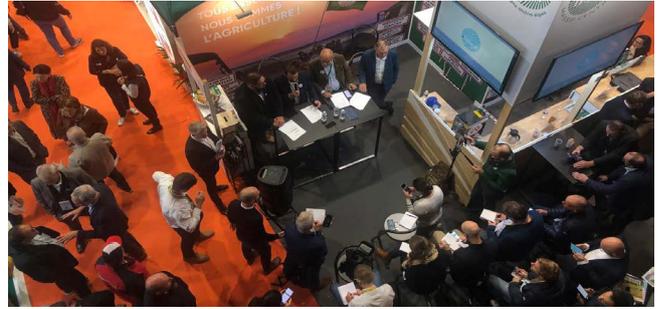
Il est important de scénariser l'histoire que vous allez raconter et de préparer vos éléments de langage. En maîtrisant vos mots et vos idées, vous renforcerez la cohérence et l'impact de votre discours.

4. Structurer ses messages

Hiérarchisez vos messages pour que ceux-ci soient clairs et percutants. Préparez également 2 ou 3 phrases chocs ou punchlines qui marqueront les esprits.

5. Optimiser la mise en situation

Le jour de l'interview, être accompagné peut offrir un soutien psychologique. Si l'entretien est enregistré, n'hésitez pas à reformuler les passages insatisfaisants.



6. Soigner l'entrée et la sortie

La première impression compte, tout comme la conclusion. Soignez particulièrement ces moments pour laisser une empreinte positive.

Conseils supplémentaires avant toute intervention publique :

- Les médias réagissent rarement à des événements anodins. Soyez donc toujours au fait du contexte ou de l'actualité qui motive leur sollicitation. Lorsque vous vous adressez à un large public, simplifiez votre message pour qu'il soit compréhensible de tous.
- Adoptez une attitude proactive : posez le débat sur l'avenir plutôt que de vous attarder sur les conflits passés. Recueillez les objections sans vous précipiter à y répondre. Il est souvent plus efficace d'y revenir plus tard, après avoir réfléchi à des réponses stratégiques.
- Gardez en tête que votre objectif est de faire passer vos messages-clés. Reformulez-les autant de fois que nécessaire pour les ancrer dans l'esprit de votre auditoire. Utilisez toujours un langage clair, simple et adapté à votre public, et limitez-vous à des phrases courtes, une idée par phrase.

En quelques mots :

« préparation difficile, guerre facile ! »

PAROLES DE MILITANTS

Faire entendre sa voix,
chaque jour pour défendre
son métier !

ÉPISODE 01
Manon Pisani
Eleveuse porcins, équins

PODCAST

AUX RACINES DE
L'ENGAGEMENT

insea
Jeunes
Agriculteurs

VOTONS
LE BON SENS